
**Solidarité avec le peuple grec contre le coup d'état financier,
mené par l'Union européenne et le FMI**

Le gouvernement grec vient de céder aux injonctions de l'Union européenne et du FMI, en dépit du rejet massif exprimé dans les urnes une semaine auparavant, trahissant l'espoir d'une démocratie possible en Grèce mais aussi plus généralement en Europe. La menace de sortir la Grèce de la zone euro a eu raison des engagements électoraux et des tentatives de remises en cause de l'austérité faites jusque là en Grèce. Le retour de la tutelle de la Troïka sur tout projet de loi est un déni de la démocratie populaire grecque.

Ce n'est pas un bon accord :

- Il va renforcer l'austérité par les mesures budgétaires et l'augmentation de la TVA dans un pays déjà dévasté
- Il va renforcer la privatisation de la Grèce avec le secteur de l'énergie en particulier
- Il annonce une nouvelle réforme des retraites par l'allongement de la durée du travail et une réforme du marché du travail alors qu'il y avait un enjeu majeur sur le rétablissement des conventions collective.

Rien sur la dette :

Les demandes de rééchelonnement et de restructuration d'une dette qui n'est ni juste, ni soutenable n'ont pas été prises en compte.

Et un plan d'investissement en partie virtuel ne saurait rééquilibrer l'ensemble de ces éléments négatifs, et n'amènera aucune croissance.

Nous connaissons ce régime, c'est celui qui est appliqué en Grèce depuis 2010 et dans d'autres pays, et en particulier en France dans une moindre mesure, créant chômage, misère et inégalités.

La confédération syndicale du public Adedy ne s'y est pas trompée et appelle à une grève dans la fonction publique ce 15 juillet, jour où le parlement doit ratifier l'accord.

Le gouvernement grec n'a pas voulu faire le choix de la sortie de l'euro, considérant sans doute que le mal serait pire. Mais pour les travailleur-euses, les chômeur-euses, les classes populaires, c'est l'assurance de jours toujours plus difficiles et l'échec d'une tentative démocratique de remise en cause de l'intérieur des politiques européennes.

Pour l'Union syndicale Solidaires, engagée depuis longtemps, la solidarité doit se renforcer avec ceux et celles qui luttent sur place dans les formes qu'ils décideront.

L'expression démocratique au moment du référendum, la vigilance des classes populaires, les grèves et manifestations, l'existence de nombreuses structures de mobilisation, de solidarité et d'entraide à la base trouveront les moyens de peser sur la situation, nous en sommes certain-es.

De notre côté, nous, syndicalistes des autres pays d'Europe, devons, au delà de la solidarité engager résolument les mobilisations nécessaires pour changer cette Europe austéritaire et anti-démocratique si nous ne voulons pas de l'austérité comme seul horizon mortifère en Europe ni de la montée de la gangrène nationaliste et fasciste.

Soutien aux travailleurs, travailleuses et classes populaires contre l'austérité et les mémorandums !

144 Bd de la Villette 75 019 Paris	Téléphone : 01 58 39 30 20 Télécopie : 01 43 67 62 14	contact@solidaires.org www.solidaires.org	
---	--	--	---

